

Pendant la période de 1830 à 1839, les passions politiques auront libre cours.

En 1832 Jean Ulveling publiera chez Lamort :

« *Observations sur les prétendus griefs reprochés au gouvernement des Pays-Bas* ».

Et comme orangiste acharné il fera à la fin de son traité, « *Tableau analytique et chronologique des principaux faits de la ville de Luxembourg* » publié en 1832, l'éloge du règne de Guillaume I^{er} :

« Depuis des siècles, les économistes ont placé en tête des besoins de notre pays, la nécessité d'instruire le peuple, de multiplier les grandes communications et d'améliorer les races indigènes du bétail. Cependant, les anciens gouvernements qu'ont-ils fait à ce sujet ? Si l'on excepte celui de Marie-Thérèse, on peut répondre : rien ou très peu de chose. Il était réservé au gouvernement du Roi Grand-Duc de créer sous ces divers rapports, des monuments honorables qui transmettront son nom à la reconnaissance de la postérité, sans doute plus juste qu'une partie de nos compatriotes.

« C'est ce gouvernement qui a pour ainsi dire fait sortir du néant l'instruction primaire. Ses efforts et ses sacrifices ont été généreusement secondés par la partie éclairée des Luxembourgeois. Une école modèle pour former les instituteurs a été établie à Luxembourg en 1818. L'année suivante s'est organisée la Société d'encouragement pour l'instruction primaire. Par ces moyens l'instruction populaire avait été portée à un degré de prospérité inconnu jusque-là. Il résulte des rapports officiels que pendant l'hiver de 1828-1829 le nombre des individus qui ont profité des leçons était à la population comme 1 à 7, tandis qu'en France il était en hiver de 1 à 23 et en été de 1 à 47.

« Le collège philosophique, érigé en 1825 pour l'instruction des aspirants à la prêtrise, grief qu'un parti puissant en Belgique ne pouvait pardonner au roi, a été reçu avec reconnaissance par les Luxembourgeois. Une adresse de félicitations et de gratitude a été votée à l'auguste fondateur par le clergé de la province. Cependant, pour apaiser le parti dont il s'agit, le roi a supprimé cet établissement.

« Des subsides considérables ont été puisés dans le trésor général pour réparer, redresser, planter nos anciennes routes et pour en établir de nouvelles dans toutes les directions. On citera seulement celle de Marche, qui, avec les deux superbes ponts en fer coulé à Martelange et à Ortenville, a coûté au gouvernement plus de 600 mille florins. C'est à l'appui et aux encouragements que le roi a donnés à toutes les entreprises utiles, que nous devons le canal en construction de la Meuse à la Moselle.

« Les haras de Walferdange, les béliers mérinos distribués gratuitement, laisseront des souvenirs durables de l'intérêt que le gouvernement a porté à l'agriculture.